

Conseil d'administration

Première session ordinaire Rome, 27 février-2 mars 2023

Distribution: générale Point 6 de l'ordre du jour

Date: 20 janvier 2023 WFP/EB.1/2023/6-B/2

Original: anglais Questions opérationnelles — Projets approuvés par

correspondance

Pour information

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (https://executiveboard.wfp.org/fr).

Révision du plan stratégique pour Haïti (2019-2023) et augmentation budgétaire correspondante

	Données actuelles	Modification	Données révisées
Durée	1 ^{er} juillet 2019 – 31 décembre 2023	-	1 ^{er} juillet 2019 – 31 décembre 2023
Bénéficiaires	2 883 000	972 602	3 855 602
		(en dollars ÉU.)	
Coût total	469 289 203	263 020 285	732 309 489
Transferts	363 541 723	220 447 401	583 989 124
Mise en œuvre	47 031 031	22 098 161	69 129 192
Coûts d'appui directs ajustés	30 305 024	4 435 909	34 740 934
Total partiel	440 877 778	246 981 471	687 859 249
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)	28 411 425	16 038 815	44 450 240

Marqueur de l'égalité hommes-femmes et de l'âge*: 3

Décision

Le Conseil a approuvé par correspondance la révision du plan stratégique pour Haïti (2019-2023) et l'augmentation budgétaire correspondante, d'un montant de 263 020 285 dollars É.-U., faisant l'objet du présent document.

5 décembre 2022

Coordonnateurs responsables:

Mme L. Castro Directrice régionale Amérique latine et Caraïbes courriel: lola.castro@wfp.org M. J.-M. Bauer
Directeur de pays

courriel: jean-martin.bauer@wfp.org

^{*} http://gender.manuals.wfp.org/fr/gender-toolkit/gender-in-programming/gender-and-age-marker/.

Justification

1. La situation socioéconomique et politique et la sécurité se sont nettement dégradées en Haïti en 2021. Le Président Moïse a été assassiné le 7 juillet 2021, à la suite de quoi le Gouvernement provisoire s'est retrouvé dans l'incapacité d'organiser de nouvelles élections en raison de la détérioration des conditions de sécurité.

- 2. Les bandes armées ont renforcé leur emprise sur la capitale, Port-au-Prince, bloquant en permanence les principales voies d'accès. Entre 1 million et 1,5 million de personnes¹ vivent dans des zones contrôlées par des gangs à travers le pays, principalement à Port-au-Prince. Il est probable que la violence continuera de s'accentuer; par exemple, les enlèvements ont crû de 58 pour cent au premier trimestre de 2022 par rapport à la même période en 2021.
- 3. Le 14 août 2021, un séisme de magnitude 7,2 a frappé le sud de la péninsule, faisant plus de 2 200 morts et 12 000 blessés. Les besoins au titre de la reconstruction sont estimés à près de 2 milliards de dollars².
- 4. Selon l'analyse actualisée du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC), de mars à juin 2022, 4,5 millions de personnes³ auraient besoin d'une assistance alimentaire (phase 3+ de l'IPC), dont 1,3 million de personnes en situation d'insécurité alimentaire atteignant des niveaux d'urgence (phase 4 de l'IPC)⁴. Les principaux facteurs de l'insécurité alimentaire qui règne dans le pays sont le séisme, l'insécurité, la forte inflation⁵, la détérioration du taux de change, la baisse des envois de fonds, la faiblesse de la production agricole et l'insuffisance de l'aide humanitaire. Le coût de l'assortiment alimentaire a augmenté de 52 pour cent⁶ depuis janvier 2022. Haïti importe la plupart des produits alimentaires qui lui sont nécessaires et est très vulnérable face à la hausse des prix alimentaires mondiaux. La crise ukrainienne aggrave l'inflation et érode encore le pouvoir d'achat des Haïtiens.
- 5. Les prix des produits de base ont fortement augmenté et en février 2022, certains produits couramment achetés sont brusquement devenus indisponibles au niveau international, principalement en raison de la crise ukrainienne. En avril, il était estimé que le bureau de pays allait payer 33 pour cent de plus qu'en 2021 pour importer des vivres, mais le chiffre effectif pourrait être beaucoup plus élevé. En conséquence, le bureau de pays a dû remplacer une partie des denrées qu'il se procure sur le marché international par des produits locaux afin de compléter les assortiments alimentaires distribués à titre d'assistance. La situation actuelle et les perturbations constantes se répercutent elles aussi sur les prix et la disponibilité des produits.

Modifications

6. La présente révision du plan stratégique de pays (PSP) prévoit une augmentation de 11 millions de dollars des coûts des produits alimentaires, en raison principalement de la hausse considérable des coûts des produits de base depuis l'approbation de la sixième révision du PSP.

¹ Données provenant du Bureau de la coordination des affaires humanitaires.

² Ministère de la culture et de la communication. 2022. *Le Gouvernement de la République d'Haïti organise un événement international pour financer la reconstruction de la Péninsule Sud*.

³ Soit plus de 160 000 personnes supplémentaires en situation d'insécurité alimentaire aiguë (phase 3 ou plus de l'IPC) depuis février. Voir IPC. 2021. *Page Web présentant la situation d'Haïti sur le plan de l'insécurité alimentaire aiguë entre septembre 2021 et février 2022 ainsi que les projections pour la période allant de mars à juin 2022*.

⁴ Coordination nationale de la sécurité alimentaire. 2022. Analyse IPC de l'insécurité alimentaire aiguë mars-juin 2022.

⁵ Banque de la République d'Haïti. 2022. Variation de l'indice des prix à la consommation par groupe de dépenses - Février 2022.

⁶ PAM. 2022. Food security implications of the conflict in Ukraine in Latin America.

Orientation stratégique

7. La présente révision couvre la période allant du 1^{er} juillet 2022 au 31 décembre 2023. Aucune modification n'est apportée à l'orientation stratégique du PSP. Pour 2022 et 2023, la révision permet d'accroître le nombre de bénéficiaires recevant une assistance au titre des effets directs stratégiques 1, 2, 3 et 4, d'améliorer le renforcement des capacités en matière de protection sociale (effet direct stratégique 5) et de prolonger la fourniture de services logistiques communs et le service aérien d'aide humanitaire (effet direct stratégique 7).

Effets directs stratégiques

- 8. Pour faire face aux besoins répertoriés grâce à l'analyse IPC, le PAM augmentera le nombre de bénéficiaires devant recevoir une assistance alimentaire non assortie de conditions, pour le faire passer de 1 077 377 à 1 263 500 en 2022 et de 223 000 à 1 013 500 en 2023 (activité 1 relevant de l'effet direct stratégique 1). Le ciblage et les modalités de l'assistance demeureront inchangés⁷. Toutefois, la ration en nature et la valeur de l'assistance de type monétaire ont été modifiées de manière à couvrir 80 pour cent des besoins (1 700 kilocalories par personne et par jour ou 80 pour cent du coût de l'assortiment minimum), car la grande majorité des personnes recevant une aide sont encore en mesure de se procurer par elles-mêmes une partie des aliments dont elles ont besoin. Parmi les personnes bénéficiant d'une assistance en 2022 et 2023 figurent 13 500 enfants âgés de 6 à 23 mois, qui recevront des aliments nutritifs spécialisés [suppléments nutritifs à base de lipides (quantité moyenne)] aux fins de prévenir la malnutrition. Le PAM s'attend à recevoir le soutien de la Banque interaméricaine de développement, du Bureau d'assistance humanitaire de l'Agence des États-Unis pour le développement international, de la Direction générale de la protection civile et des opérations d'aide humanitaire européennes, de la Suisse et du Canada.
- 9. Au titre de l'activité 2 (effet direct stratégique 2), le nombre de bénéficiaires du PAM passera de 102 000 à 158 230 en 2022 et de 50 400 à 283 280 en 2023:
 - a) Le rythme et l'échelle de mise en œuvre du projet de protection sociale adaptative pour une résilience renforcée, que finance la Banque mondiale, seront accrus, ce qui permettra de venir en aide à 155 280 personnes en 2022 et 258 280 personnes en 2023. Les familles concernées sont ciblées à l'aide du Système d'information du Ministère des affaires sociales et du travail (SIMAST), la base de données nationale sur la vulnérabilité; elles recevront des transferts de type monétaire pendant 24 mois et bénéficieront de formations sur la nutrition, l'égalité femmes-hommes et l'inclusion financière.
 - b) Le PAM viendra en aide à 2 950 filles et femmes enceintes ou allaitantes vivant avec le VIH ou la tuberculose en 2022 et à 25 000 en 2023, en leur fournissant des transferts de type monétaire pour les aider à satisfaire leurs besoins alimentaires.
- 10. Le nombre d'enfants recevant des repas scolaires (activité 3 relevant de l'effet direct stratégique 2) passera à 561 751, et grâce à une nouvelle modalité, 65 886 personnes bénéficiant d'une assistance alimentaire en nature recevront également des transferts de type monétaire. En outre, un programme de reconstruction est prévu pour 190 cuisines scolaires qui ont été gravement endommagées lors du séisme.

⁷ Quatre cycles d'assistance alimentaire d'une durée d'un mois. Une assistance hybride, associant vivres et transferts de type monétaire, constituera la principale modalité utilisée en milieu rural, tandis que seule une assistance de type monétaire sera mise en œuvre dans les zones urbaines et périurbaines. Le ciblage sera établi à partir des données du Ministère des affaires sociales et du travail lorsqu'elles seront disponibles ou des listes de bénéficiaires dressées au niveau

des communautés.

11. Conformément aux priorités nationales⁸, le PAM continuera d'étendre son programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale (activité 5 relevant de l'effet direct stratégique 3) pour venir en aide à 193 835 bénéficiaires tout au long de la période couverte par le PSP, avec le soutien financier de la France, du Canada et du fonds Éducation sans délai.

- 12. Le PAM élargira ses activités axées sur la résilience pour venir en aide à 200 000 personnes risquant de basculer dans l'insécurité alimentaire et touchées par des aléas naturels et d'autres chocs en 2023 (activité 6 relevant de l'effet direct stratégique 4). Les synergies seront favorisées entre les activités, et certains bénéficiaires des secours d'urgence passeront à des interventions d'assistance alimentaire pour la création d'actifs. Les financements que doivent allouer la Banque interaméricaine de développement, le Bureau d'assistance humanitaire de l'Agence des États-Unis pour le développement international, la Suisse et le Canada contribueront à appuyer cette expansion.
- 13. À la demande du Ministère des affaires sociales et du travail, le PAM renforcera l'appui qu'il apporte à l'élaboration de la base de données nationale (activité 7 relevant de l'effet direct stratégique 5). Au total, 171 000 ménages seront enregistrés dans la base de données nationale en 2022 et 147 000 en 2023. Le SIMAST couvre actuellement 25 pour cent de l'ensemble de la population.
- 14. La présente révision du PSP tient compte de la demande des partenaires humanitaires en matière de services logistiques (activité 8 relevant de l'effet direct stratégique 6), qui a crû depuis que le PAM a commencé à assurer la prestation de services bilatéraux fin 2019. Le secteur privé ayant des capacités logistiques limitées, les services du PAM sont indispensables à la continuité des opérations humanitaires.
- 15. La présente révision du PSP prévoit que le PAM poursuivra la prestation de services communs de transport maritime tout au long des années 2022 et 2023 (activité 9 relevant de l'effet direct stratégique 7), ce afin d'assurer la continuité des services fournis par les acteurs humanitaires.
- 16. La présente révision permet de prolonger la prestation par le PAM de services aériens d'aide humanitaire (via le Service aérien d'aide humanitaire des Nations Unies, au titre de l'activité 10 relevant de l'effet direct stratégique 7) jusqu'à la fin de la période couverte par le PSP. Un aéronef à voilure tournante et un autre à voilure fixe se sont avérés essentiels pour répondre à la demande dans le sillage du séisme de 2021 et de la détérioration des conditions de sécurité.
- 17. Il est primordial d'améliorer 'l'accès humanitaire pour pouvoir assurer la continuité de l'intervention humanitaire et atténuer les risques. Le bureau de pays créera une "cellule d'accès" pour favoriser le dialogue avec les communautés vivant dans des zones contrôlées par des gangs et donnera plus d'ampleur au suivi assuré par des tiers.
- 18. Le bureau de pays renforcera sa responsabilité à l'égard des populations touchées en veillant à ce que les bénéficiaires soient informés et consultés en vue de la mise en place d'un mécanisme de remontée d'information adapté, auquel ils auront librement accès. L'accès à la ligne d'assistance téléphonique du PAM sera partagé puisqu'il s'agira d'un service interorganisations.

⁸ Comme indiqué dans les politiques nationales relatives à l'alimentation scolaire d'une part et à la sécurité alimentaire, la souveraineté alimentaire et la nutrition d'autre part. Voir Ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle. 2016. *Politique et stratégie nationales d'alimentation scolaire (PSNAS)*.

⁹ Pour plus d'informations sur la cellule d'accès, prière de consulter: PAM. 2018. *Revised Terms of Reference: Technical Access Cell*.

19. Le bureau de pays compte 193 employés répartis entre son bureau principal, quatre bureaux auxiliaires et une antenne; du personnel supplémentaire s'attachera à renforcer les capacités liées à la chaîne d'approvisionnement et aux programmes.

- 20. Le bureau de pays a lancé une opération d'achat pour se procurer une partie des produits alimentaires dont il a besoin pour 2022 et 2023. Il lui faudra renouveler son stock d'urgence de 4 500 tonnes à la fin de la saison des ouragans de 2022. Le bureau de pays dispose d'une capacité d'entreposage de 29 000 tonnes sur quatre sites et peut facilement faire appel à des transporteurs du secteur privé et à des prestataires de services de transport maritime. Il travaille actuellement avec le Bureau du PAM en République dominicaine à l'ouverture d'un couloir humanitaire en cas de besoin. Les partenaires coopérants se chargeront de la livraison des produits sur le "dernier kilomètre".
- 21. Le PAM participe à l'élaboration d'un nouveau plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable pour 2023-2027 et harmonisera son prochain PSP (pour 2024-2028) avec les objectifs qui y seront définis. Des accords de partenariat ont été signés avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement, l'Organisation internationale du Travail, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. La collaboration en cours avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance a pour but d'harmoniser la mise en œuvre des programmes axés sur l'éducation et sur l'alimentation scolaire, et le PAM travaille avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture à une étude sur les conflits et la sécurité alimentaire. Le PAM dispose actuellement d'une liste de 110 partenaires coopérants, dont 35 sont actifs (10 organisations non gouvernementales nationales et 25 internationales).
- 22. Compte tenu des principaux risques évoqués dans le présent document, le PAM a examiné les capacités dont il dispose en matière de sécurité et a recruté quatre agents de sécurité supplémentaires, l'un recruté sur le plan international et les trois autres sur le plan national, ces derniers étant en poste sur le terrain. Les effectifs sont également en train d'être renforcés afin de mieux respecter les normes institutionnelles et d'atténuer les risques dans les domaines des programmes, de la chaîne d'approvisionnement (Système d'appui à la gestion logistique et contrôle de la qualité des aliments), de la conformité et des transferts de type monétaire.
- 23. Grâce à la mobilisation des donateurs à tous les niveaux, notamment les institutions financières internationales, le bureau de pays s'est déjà assuré les fonds nécessaires pour financer plus de 80 pour cent de l'augmentation proposée des activités axées sur les causes profondes et 50 pour cent de l'augmentation des interventions face aux crises, et d'après les projections, des financements supplémentaires devraient permettre de financer des activités dans tous les domaines d'action privilégiés.

Analyse des bénéficiaires

Effet direct stratégique	Activité et modalité	Période	Femmes (plus de 18 ans)	Hommes (plus de 18 ans)	Filles (de 0 à 18 ans)	Garçons (de 0 à 18 ans)	Total
1	1 (produits	Chiffres actuels	482 756	326 446	477 271	511 236	1 797 709
	alimentaires)	Augmentation/ (diminution)	3 467	66 174	(130 492)	(147 726)	(208 577)
		Chiffres révisés	486 223	392 620	346 779	363 510	1 589 132
	1 (transferts	Chiffres actuels	571 175	515 900	368 500	386 625	1 842 200
	de type monétaire)	Augmentation/ (diminution)	103 933	93 876	67 054	70 707	335 570
		Chiffres révisés	675 108	609 776	435 554	457 332	2 177 770
2	2 (transferts	Chiffres actuels	45 400	39 200	28 000	29 400	142 000
	de type monétaire)	Augmentation/ (diminution)	70 627	63 793	45 566	47 844	227 830
-		Chiffres révisés	116 027	102 993	73 566	77 244	369 830
	2 (produits	Chiffres actuels	-	-	-	-	-
	alimentaires)	Augmentation/ (diminution)	3 000	2 400	1	-	5 400
		Chiffres révisés	3 000	2 400	-	-	5 400
	3 (produits	Chiffres actuels			261 758	272 442	534 200
	alimentaires)	Augmentation/ (diminution)			13 500	14 051	27 551
		Chiffres révisés			275 258	286 493	561 751
	3 (transferts	Chiffres actuels			1	-	-
	de type monétaire)	Augmentation/ (diminution)			32 284	33 602	65 886
		Chiffres révisés			32 284	33 602	65 886
3	5 (produits	Chiffres actuels			55 762	58 038	113 800
	alimentaires)	Augmentation/ (diminution)			(39 217)	(40 818)	(80 035)
		Chiffres révisés			94 979	98 856	193 835
	5 (transferts	Chiffres actuels			-	-	-
	de type monétaire)	Augmentation/ (diminution)			(94 979)	(98 856)	(193 835)
		Chiffres révisés			94 979	98 856	193 835

TABLEAU	1: BENEFICIAIRI	ES DIRECTS PAR EFFE	T DIRECT STR	ATEGIQUE, P	AR ACTIVITÉ	ET PAR MOD	ALITE*
Effet direct stratégique	Activité et modalité	Période	Femmes (plus de 18 ans)	Hommes (plus de 18 ans)	Filles (de 0 à 18 ans)	Garçons (de 0 à 18 ans)	Total
4	6 (transferts de type monétaire)	Chiffres actuels	64 480	58 240	41 600	43 680	208 000
		Augmentation/ (diminution)	31 620	28 560	20 400	21 420	102 000
		Chiffres révisés	96 100	86 800	62 000	65 100	310 000
Total (hors che	evauchements)	Chiffres actuels	778 602	601 716	731 418	771 264	2 883 000
		Augmentation/ (diminution)	269 892	296 039	199 613	207 058	972 602
		Chiffres révisés	1 048 494	897 755	931 031	978 322	3 855 60

^{*} Le tableau 1 ici n'est pas le même que dans le descriptif de la précédente révision du PSP, car des corrections ont été apportées pour les activités 3 et 5. En effet, dans le descriptif de la précédente révision, les chiffres concernant les bénéficiaires des activités 3 et 5 avaient été intervertis: pour l'activité 3, il aurait dû y avoir 534 200 bénéficiaires et pour l'activité 5, 113 800 bénéficiaires.

Transferts

TABLEAU 2: RATION ALIMENTAIRE (grammes/personne/jour) ET VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (dollars/personne/jour),
PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ

	1				<u>-</u>					I		I
		Effet direct s	tratégique 1	etégique 1 Effet direct stratégique 2			Effet direct stratégique 2			Effet direct stratégique 3		Effet direct stratégique 4
		Activité 1			Activ	vité 2		Activité 3		Activité 5		Activité 6
Type de bénéficiaires	Population touchée par les chocs (en milieu rural – deux premiers mois)	Population touchée par les chocs (en milieu rural – troisième et quatrième mois)	Population touchée par les chocs (en milieu urbain et périurbain)	Population touchée par les chocs (enfants âgés de 6 à 23 mois)	Ménages avec enfants en situation de vulnérabilité chronique	Filles et femmes enceintes ou allaitantes vivant avec le VIH ou la tuberculose	Écoliers du cycle primaire	Écoliers du cycle primaire	Écoliers du cycle primaire	Écoliers du cycle primaire	Écoliers du cycle primaire	Ménages ciblés
Modalité	Produits alimentaires	Transferts de type monétaire	Transferts de type monétaire	Produits alimentaires	Transferts de type monétaire	Transferts de type monétaire	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Transferts de type monétaire	Produits alimentaires	Transferts de type monétaire	Transferts de type monétaire
Céréales	333						120					
Légumes secs	83,3						50					
Huile	24,5						10	10		10		
Sel							3	3		3		
Suppléments nutritifs à base de lipides (quantité moyenne)				50								
Total kcal/jour	1 702			281			684	88	452	88	452	
% de kcal d'origine protéique	10			8,6								
Transferts de type monétaire (dollars/personne/jour)		0,66	0,66		0,194	0,40			0,33		0,33	0,95
Nombre de jours d'alimentation par an	60	60	120	30	360	225	150	150	150	150	150	120

		OTAL DES BESOI NSFERTS DE TYP			RES/		
Produits alimentaires/	Budge	et actuel	_	ntation/ aution)	Budget révisé		
transferts de type monétaire	Total (en tonnes)	Total (en dollars)	Total (en tonnes)	Total (en dollars)	Total (en tonnes)	Total (en dollars)	
Céréales	68 385	33 549 859	858	6 476 060	69 243	40 025 918	
Légumes secs	17 096	6 969 607	703	3 813 800	17 799	10 783 407	
Huile et matières grasses	6 286	6 448 375	161	2 298 164	6 447	8 746 540	
Aliments composés et mélanges	6 953	3 896 397	(2 495)	(1 086 039)	4 458	2 810 358	
Autres	1 313	315 100	(158)	(29 948)	1 155	285 153	
Total (produits alimentaires)	100 034	51 179 338	(931)	11 472 037	99 102	62 651 375	
Transferts de type monétaire		180 212 740		132 674 994		312 887 734	
Total (valeur des produits alimentaires et des transferts de type monétaire)	100 034	231 392 078	(931)	144 147 031	99 102	375 539 109	

Ventilation des coûts

	ТАВІ	LEAU 4: VENTIL	ATION DES CO	ÛTS DE LA RÉV	ISION UNIQUE	MENT (en dolla	ırs)	
	Résultat stratégique 1/ (cible 1 de l'ODD 2)	Résultat stratégique 1/ (cible 1 de l'ODD 2)	Résultat stratégique 3/ (cible 3 de l'ODD 2)	Résultat stratégique 4/ (cible 4 de l'ODD 2)	Résultat stratégique 5/ (cible 9 de l'ODD 17)	Résultat stratégique 8/ (cible 16 de l'ODD 17)	Résultat stratégique 8/ (cible 16 de l'ODD 17)	Total
	Effet direct stratégique 1	Effet direct stratégique 2	Effet direct stratégique 3	Effet direct stratégique 4	Effet direct stratégique 5	Effet direct stratégique 6	Effet direct stratégique 7	
Domaine d'action privilégié	Intervention face à une crise	Causes profondes	Renforcement de la résilience	Renforcement de la résilience	Renforcement de la résilience	Renforcement de la résilience	Intervention face à une crise	
Transferts	122 471 913	34 137 055	11 671 534	37 890 353	5 546 463	234 066	8 496 017	220 447 401
Mise en œuvre	6 467 491	9 392 240	3 283 586	1 502 831	1 307 642	30 949	113 420	22 098 161
Coûts d'appui directs ajustés								4 435 909
Total partiel								246 981 471
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)								16 038 815
Total								263 020 285

	Résultat stratégique 1/ (cible 1 de l'ODD 2)	Résultat stratégique 1/ (cible 1 de l'ODD 2)	Résultat stratégique 3/ (cible 3 de l'ODD 2)	Résultat Résultat stratégique 4/ (cible 4 de l'ODD 2) l'ODD 17)		Résultat stratégique 8/ (cible 16 de l'ODD 17)	Résultat stratégique 8/ (cible 16 de l'ODD 17)	Total	
	Effet direct stratégique 1	Effet direct stratégique 2	Effet direct stratégique 3	Effet direct stratégique 4	Effet direct stratégique 5	Effet direct stratégique 6	Effet direct stratégique 7		
Domaine d'action privilégié	Intervention face à une crise	Causes profondes	Renforcement de la résilience	Renforcement de la résilience	Renforcement de la résilience	Renforcement de la résilience	Intervention face à une crise		
Transferts	326 660 477	96 772 168	25 112 036	86 104 997	16 731 377	3 413 706	29 194 362	583 989 124	
Mise en œuvre	25 220 500	25 059 360	6 229 278	7 024 427	3 989 899	333 568	1 272 159	69 129 192	
Coûts d'appui directs ajustés	18 873 296	6 600 922	1 590 914	4 542 386	1 234 920	262 136	1 636 359	34 740 934	
Total partiel	370 754 273	128 432 451	32 932 228	97 671 811	21 956 196	4 009 410	32 102 881	687 859 249	
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)	24 099 028	8 348 109	2 140 595	6 348 668	1 427 153	0	2 086 687	44 450 240	
Total	394 853 301	136 780 560	35 072 823	104 020 478	23 383 349	4 009 410	34 189 568	732 309 489	

Liste des sigles utilisés dans le présent document

IPC Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire

ODD objectif de développement durable.

PSP plan stratégique de pays

SIMAST Système d'information du Ministère des affaires sociales et du travail